

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 8 avril 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux détectives privés qui ne sont pas établis en Belgique", a donné le 6 juillet 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 april 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de privé-detectives die niet in België gevestigd zijn", heeft op 6 juli 1994 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.Préambule.

Pour la référence à la loi du 19 juillet 1991, il faut écrire dans le texte français "notamment l'article 2, § 2" et non "en particulier l'article 2, § 2".

Dispositif.Article 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er. Le détective privé qui n'est pas établi en Belgique comme détective privé au sens de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, dénommée ci-après "la loi", peut y exercer la profession aux conditions du présent arrêté".

Articles 2 et 3.

1. Il est plus logique de fixer d'abord les conditions de fond pour l'exercice de la profession et de déterminer ensuite la procédure. Il y a donc lieu de ne pas évoquer l'introduction d'un "dossier", cette formalité pouvant être incorporée à l'article 5 du projet.

.../...

Les articles 2 (qui se limiterait au choix du lieu d'établissement) et 3 du projet pourraient, en outre, être groupés en une seule disposition dans laquelle seraient reproduites l'ensemble des conditions requises.

Le texte suivant est proposé pour l'article 2, 1^o :

"Art. 2. L'exercice de ses activités en Belgique par le détective privé visé à l'article 1^{er} est subordonné à la constatation par le ministre de l'Intérieur de la réunion des conditions suivantes :

1^o avoir fait choix d'un lieu d'établissement auprès d'un détective privé établi en Belgique et titulaire de l'autorisation visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi;"

2. Pour répondre à l'intention des auteurs du projet, il est proposé de rédiger l'article 3, 1^o, devenant l'article 2, 2^o, de la manière suivante :

"2^o pouvoir exercer légalement la profession de détective privé dans le pays où il est établi et y disposer de l'autorisation éventuellement imposée à cette fin;"

3. En s'inspirant de l'article 3, 1^o, de la loi du 19 juillet 1991 précitée, il y a lieu de rédiger l'article 3, 2^o, devenant l'article 2, 3^o et 4^o, de la manière suivante :

.../...

- "3° ne pas avoir été condamné en Belgique, même avec sursis, du chef de l'une des infractions énumérées à l'article 3, alinéa 1er, 1°, première phrase, de la loi;
- 4° ne pas avoir fait l'objet, à l'étranger, de l'une des condamnations visées à l'article 3, alinéa 1er, 1°, deuxième phrase, de la loi;"

4. Pour s'inspirer de l'article 3, 4°, de la loi, il y a lieu de rédiger l'article 3, 3°, devenant l'article 2, 5°, comme suit :

"5° ne pas exercer, simultanément, en Belgique ou ...;"

5. L'article 3, 4°, devenant l'article 2, 6°, serait mieux rédigé comme suit :

"6° avoir suivi avec succès la formation déterminée en application de l'article 3, alinéa 1er, 5°, de la loi, ou avoir bénéficié d'une formation équivalente;"

Article 4 (devenant l'article 3).

1. L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Art. 3. Le détective privé doit, pendant toute la période durant laquelle il peut exercer, en Belgique, ses activités, satisfaire aux conditions énumérées dans le présent arrêté".

.../...

2. Compte tenu de la proposition suggérée pour l'article 2.1^o, l'alinéa 3 doit être omis.

Article 5 (devenant l'article 4).

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 2, il est proposé de rédiger la disposition comme suit :

"Art. 4. Le demandeur introduit auprès du ministre de l'Intérieur un dossier établissant que les conditions visées à l'article 2 sont remplies. Ce dossier est adressé par lettre recommandée au ministre de l'Intérieur, Direction générale de la police générale du Royaume et contient les éléments suivants :

"1^o les nom, prénoms ...;

2^o tous les documents émanant des autorités publiques compétentes dans le pays où il est établi et démontrant ...;"

Par ailleurs, le 3^o devrait être combiné avec l'article 6, alinéa 1er, en projet, afin d'indiquer que la demande doit notamment être accompagnée d'une attestation émanant du détective privé établi en Belgique, datant de moins de ..., auprès duquel il a été fait choix du lieu d'établissement et par laquelle ce dernier marque expressément son accord sur ce choix et garantit le respect par le demandeur des articles 5, 6 et 7 de la loi.

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).

1. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, on écrira au début :

"Art. 5. Le détective privé exerce ...".

2. A l'alinéa 3 devenant l'alinéa 2, les termes "Sans préjudice de l'application de l'article 16, § 2, alinéa 3, de la loi précitée" sont à omettre.

Le début du texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 6).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 6. Lorsque le ministre se prononce sur l'équivalence de la formation visée à l'article 2, 6°, il recueille l'avis de la commission formation de détectives privés".

Par ailleurs, il serait utile de compléter l'arrêté royal du 14 septembre 1992 relatif à la délivrance d'un certificat en vue de l'exercice de la profession de détective privé et à l'agrément des organismes autorisés à délivrer ce certificat en visant, dans son article 6, § 4, la nouvelle mission ainsi conférée à la commission formation de détectives privés.

.../...

Article 8 (devenant l'article 7).

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 7. Le ministre de l'Intérieur constate la réunion des conditions visées à l'article 2. Sa décision est publiée par extrait au Moniteur belge."

Article 9 (devenant l'article 8).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 8. La décision prise par le ministre de l'Intérieur en vertu de l'article 7 n'est valable que pour cinq ans. Elle peut être renouvelée aux mêmes conditions que la décision initiale et suivant la même procédure. Dans les ... mois précédant l'expiration de ce délai, le détective privé adresse au ministre un nouveau dossier contenant les éléments mentionnés à l'article 5".

Article 10 (devenant l'article 9).

La disposition en projet démontre l'intention des auteurs du projet d'établir un régime semblable pour les

.../...

détectives privés non établis en Belgique mais qui y exercent la profession et les détectives privés établis en Belgique (1).

Toutefois, il apparaît que certaines règles fixées par la loi ne peuvent être transposées telles quelles aux détectives non établis en Belgique. Dès lors, l'arrêté en projet doit être complété par des dispositions adaptant certaines règles légales à la situation particulière des détectives privés étrangers, lorsque des critères objectifs justifient ces différences.

Par ailleurs, il n'appartient pas au Roi de rendre applicables les sanctions pénales, celles-ci le sont par l'effet de la loi elle-même (article 2, § 2).

Article 11.

Compte tenu de l'article 173 de la Constitution, il n'appartient pas au Roi d'étendre le champ d'application de l'article 20 de la loi à d'autres personnes que celles qui sont titulaires d'une autorisation.

L'article doit être omis.

(1) Il convient à cet égard de rappeler l'affirmation du ministre au cours des travaux préparatoires (Doc. parl., Sénat, n° 1259-2 (1990-1991), p. 23) selon laquelle le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi ne dispense pas les détectives privés non établis en Belgique de toutes les autres règles prévues par la loi.

Observations finales.

1. Dans le texte français, on écrit bien "Article 1er", mais ensuite "Art. 2", "Art. 3", etc.

2. Au sein d'un même texte, les renvois à une autre disposition se font sans mentionner "du présent arrêté".

Onderzoek van het ontwerp.Aanhef.

Voor de verwijzing naar de wet van 19 juli 1991, schrijve men in de Franse tekst "notamment l'article 2, § 2" en niet "en particulier l'article 2, § 2".

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. De privé-detective die niet in België als privé-detective gevestigd is in de zin van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, hierna te noemen "de wet", kan het beroep in België uitoefenen onder de voorwaarden van dit besluit".

Artikelen 2 en 3.

1. Het is logischer eerst de basisvoorwaarden voor het uitoefenen van het beroep vast te stellen en nadien de procedure vast te leggen. Het is dan ook geboden om niet te spreken over het indienen van een "dossier", aangezien dat vormvereiste kan worden opgenomen in artikel 5 van het ontwerp.

.../...

Artikelen 2 (dat beperkt zou blijven tot de keuze van een vestigingsplaats) en 3 van het ontwerp zouden bovendien kunnen worden samengevoegd tot een enkele bepaling waarin alle vereiste voorwaarden worden opgesomd.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 2, 1^o :

"Art. 2. De in artikel 1 bedoelde privé-detective kan zijn activiteiten in België pas uitoefenen als door de minister van Binnenlandse Zaken is vastgesteld dat aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1^o een vestigingsplaats hebben gekozen bij een in België gevestigde privé-detective die houder is van de vergunning bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid van de wet;"

2. Gelet op de bedoeling van de stellers van het ontwerp, wordt voorgesteld artikel 3, 1^o, dat artikel 2, 2^o wordt, als volgt te stellen :

"2^o het beroep van privé-detective in het land waar hij gevestigd is wettelijk kunnen uitoefenen en er in het bezit zijn van de daartoe eventueel verplichte vergunning;"

.../...

3. Naar het voorbeeld van artikel 3, 1°, van de voornoemde wet van 19 juli 1991, behoort artikel 3, 2°, dat artikel 2, 3° en 4° wordt, als volgt te worden gesteld :

"3° niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, wegens een van de strafbare feiten opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1°, eerste volzin, van de wet;

4° in het buitenland geen van de veroordelingen hebben opgelopen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, tweede volzin, van de wet;".

4. Naar het voorbeeld van artikel 3, 4°, van de wet, dient artikel 3, 3°, dat artikel 2, 5° wordt, als volgt te worden gesteld :

"5° niet tegelijkertijd in België of in het buitenland een activiteit uitoefenen die gelijkwaardig is aan die ...;".

5. Artikel 3, 4°, dat artikel 2, 6° wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"6° met goed gevolg de opleiding hebben genoten bepaald ingevolge artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet, of een gelijkwaardige opleiding hebben genoten;".

.../...

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

1. Het eerste lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 3. De privé-detective moet, gedurende de hele periode waarin hij zijn activiteiten in België mag uitoefenen, voldoen aan de voorwaarden genoemd in dit besluit".

2. Gelet op wat voor artikel 2.1^o is voorgesteld, behoort het derde lid te vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Gelet op de opmerking die over artikel 2 is gemaakt, wordt voorgesteld de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 4. De aanvrager dient bij de minister van Binnenlandse Zaken een dossier in waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 2 is voldaan. Dit dossier wordt bij ter post aangetekende brief gericht aan de minister van Binnenlandse Zaken, Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie en bevat de volgende gegevens :

1^o de naam, voornamen, het adres en nummer ...;

.../...

2° alle documenten uitgaande van de bevoegde openbare overheid van het land waar hij gevestigd is, die aantonen ...;

Voor het overige dient 3° te worden gekoppeld aan het ontworpen artikel 6, eerste lid, om aan te geven dat de aanvraag onder andere vergezeld moet zijn van een verklaring van recentere datum dan ..., uitgaande van de in België gevestigde privé-detective bij wie een vestigingsplaats is gekozen en waarbij laatstgenoemde zijn uitdrukkelijke instemming betuigt met deze keuze en zich ervoor garant stelt dat de aanvrager de artikelen 5, 6 en 7 van de wet naleeft.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, schrijve men :

"Art. 5. De privé-detective oefent daartoe ..., zijn activiteiten uitoefent".

2. In het derde lid, dat het tweede lid wordt, behoren de woorden "Onverminderd de toepassing van artikel 16, § 2, derde lid van de voornoemde wet" te vervallen. Vooraan in het lid behoort men te schrijven : "Hij is verplicht ... tekortkoming van ...".

.../...

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

De bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 6. Alvorens zich uit te spreken over de gelijkwaardigheid van de opleiding bedoeld in artikel 2, 6°, wint de minister het advies in van de commissie opleiding privé-detectives.

Bovendien is het dienstig het koninklijk besluit van 14 september 1992 betreffende de uitreiking van het getuigschrift voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de instellingen gemachtigd om dit getuigschrift af te leveren, aan te vullen door in artikel 6, § 4 ervan, de nieuwe taak te vermelden die aldus aan de commissie opleiding privé-detectives wordt opgedragen.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Men schrijve :

"Art. 7. De minister van Binnenlandse Zaken stelt vast dat voldaan is aan de in artikel 2 bepaalde voorwaarden. Zijn beslissing wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

.../...

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 8. De beslissing die de minister van Binnenlandse Zaken heeft genomen op grond van artikel 7 is slechts vijf jaar geldig. Zij kan vernieuwd worden onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke beslissing en volgens dezelfde procedure. Binnen ... maanden die voorafgaan aan de afloop van die termijn, doet de privé-detective aan de minister een nieuw dossier toekomen dat de in artikel 5 vermelde gegevens bevat".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Uit de ontworpen bepaling blijkt de bedoeling van de stellers van het ontwerp een identiek stelsel in te voeren voor de privé-detectives die niet in België zijn gevestigd maar alhier het beroep uitoefenen en de privé-detectives die wel in België zijn gevestigd (1).

Het laat zich evenwel aanzien dat bepaalde, bij de wet vastgestelde regels niet voetstoots toepasselijk kunnen worden verklaard op niet in België gevestigde detectives.

(1) In dat verband dient te worden gewezen op de bewering van de minister tijdens de parlementaire voorbereiding (Gedr. St., Senaat, nr. 1259-2 (1990-1991), blz. 23) als zou paragraaf 2 van artikel 2 van de wet de niet in België gevestigde privé-detectives niet vrijstellen van alle andere bij de wet bepaalde regels.

Derhalve moet het ontworpen besluit worden aangevuld met bepalingen die sommige wetsbepalingen aanpassen aan de bijzondere toestand van de buitenlandse privé-detectives, wanneer objectieve maatstaven die verschillende behandeling rechtvaardigen.

Voorts komt het de Koning niet toe de straffen toepasselijk te verklaren, want deze zijn van toepassing uit kracht van de wet zelf (artikel 2, § 2).

Artikel 11.

Gelet op artikel 173 van de Grondwet, is het geen aangelegenheid van de Koning de werkingssfeer van artikel 20 van de wet uit te breiden tot andere personen dan degenen die een vergunning bezitten.

Het artikel moet vervallen.

Slotopmerkingen.

1. Men schrijve in de Franse tekst wel "Article 1er", maar vervolgens "Art. 2", "Art. 3", enz.

2. Binnen een zelfde regeling wordt naar een andere bepaling verwezen zonder toevoeging van de vermelding "van dit besluit".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. JAUMOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. JAUMOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.